

Procédure n°2025-014

Reconstruction d'un bâtiment d'activités enfants et adolescents à Villeneuve sur Lot pour le compte du CHD La Candélie

Marche Public pour des prestations intellectuelles
Lot 2 – Mission de coordination sécurité et protection de la santé (CSPS)

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1	- Objet de la consultation – Dispositions générales	4
1.1	Objet du marché	4
1.2	Contexte de l'opération	4
1.2.1	Décomposition en tranches	4
1.2.2	Pouvoir adjudicateur	4
1.2.3	Maître d'ouvrage.....	4
1.2.4	Maîtrise d'œuvre.....	4
1.2.5	Ordonnancement, Pilotage et coordination	4
1.2.6	Contrôle technique	4
1.2.7	Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	5
1.2.8	Mode d'attribution des travaux	5
1.3	Localisation	5
1.4	Objet de l'opération	6
CHAPITRE 2	- Pièces constitutives du marché	6
CHAPITRE 3	Détails des éléments de missions	6
CHAPITRE 4	Durée et délais d'exécution	8
4.1	Durée et délais d'exécution	8
4.2	Délais d'exécution.....	8
CHAPITRE 5	- Conditions d'exécution de la mission	10
5.1	Autorité du coordonnateur SPS	10
5.2	Moyens donnés au coordonnateur SPS	10
5.3	Conditions d'exécution	11
CHAPITRE 6	Garanties financières	12
CHAPITRE 7	Prix.....	12
7.1	Caractéristiques des prix pratiqués.....	12
7.2	Variations dans les prix	12
7.3	Clause de réexamen.....	12
CHAPITRE 8	Avance.....	13
CHAPITRE 9	Modalités de règlement des comptes	13
9.1	Acomptes et paiement partiels définitifs.....	13
9.2	Présentation des demandes de paiement	13
9.3	Délai de paiement.....	14
CHAPITRE 10	- Pénalités.....	14
CHAPITRE 11	- Vérification et réception	14
11.1	Modalités d'établissement des documents	14
11.2	Conditions de vérification et de réception des éléments de mission.....	14
11.2.1	Réception	14

11.2.2	Ajournement	14
11.2.3	Réfaction	15
11.2.4	Rejet	15
11.2.5	Achèvement de la prestation	15
11.3	Achèvement de la prestation.....	15
CHAPITRE 12	- Droit de propriété industrielle et intellectuelle	15
CHAPITRE 13	- Résiliation du marché	17
13.1	Résiliation du fait du maître de l'ouvrage.....	17
13.2	Difficulté d'exécution du marché.....	17
13.3	Arrêt de l'exécution des prestations.....	17
13.4	Résiliation pour faute du titulaire	17
CHAPITRE 14	- Assurances	18
CHAPITRE 15	- Règlement des litiges	18
CHAPITRE 16	Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles	18

CHAPITRE 1 - Objet de la consultation – Dispositions générales

1.1 OBJET DU MARCHE

Les stipulations du présent marché concernent la réalisation d'une mission de CSPS (Lot 2) dans le cadre de la reconstruction d'un bâtiment d'activités enfants et adolescents à Villeneuve sur Lot.

Lieu d'exécution :

25 bis rue du Port de Gajac
47 300 VILLENEUVE SUR LOT

Il s'agit d'un ERP de type W, 5^{ème} catégorie.

L'enveloppe financière prévisionnelle des travaux est estimée à environ 2 500 000 €.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

Signature Marché Moe : Juin 2025

Conception Moe : De Juillet 2025 à Août 2026

Consultation des entreprises : Septembre 2026 à Décembre 2026

Travaux : 18 mois y compris période de préparation, OPR et réception, de janvier 2027 à Juillet 2028.

Mise en service du bâtiment : Septembre 2028.

1.2 CONTEXTE DE L'OPERATION

1.2.1 Décomposition en tranches

L'opération n'est pas décomposée en tranche.

1.2.2 Pouvoir adjudicateur

GHT Lot et Garonne
Direction des achats
Centre hospitalier Agen-Nérac
Route de Villeneuve
47 923 AGEN CEDEX 9

1.2.3 Maître d'ouvrage

Centre Hospitalier Départemental La Candélie
Route de la Candélie
47480 Pont-du-Casse

1.2.4 Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre ainsi que ses missions seront précisées ultérieurement aux titulaires des lots.

1.2.5 Ordonnancement, Pilotage et coordination


L'OPC est en cours de sélection.

1.2.6 Contrôle technique

Le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique agréé dont le nom et les missions seront communiqués ultérieurement au coordonnateur.

1.2.7 Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - définie à l'article 6 de la loi M.O.P du 12 Juillet 1985, modifiée par l'article 4 de l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004, sera assurée par :

	AMO : KAPEA 60 avenue Gaston Cabannes 33270 FLOIRAC	Etienne BORIES etienne.bories@kapea-ammo.fr
-----------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------

1.2.8 Mode d'attribution des travaux

A titre indicatif, la dévolution des travaux est prévue par un marché en lots séparés.

1.3 LOCALISATION

Les stipulations du présent Règlement de la Consultation (R.C.) et Cahier des clauses particulières (CCP) concernent un marché de diagnostic PEMD dans le cadre de la reconstruction d'un bâtiment d'activités enfants et adolescents à Villeneuve sur Lot.

Le site se situe en centre-ville. Il comprend aujourd'hui :

- un bâtiment en pierres de deux niveaux,
- d'un bâtiment en RDC avec quelques annexes indépendants
- d'une maison de style habitation de 2 niveaux

La commune de Villeneuve-sur-Lot présente une centre historique classé « site patrimonial remarquable ». Le site se situe dans le périmètre des sites patrimoniaux historiques et à proximité de l'hôpital de Saint-Cyr classé « monument historique ».

L'activité du site de l'Araucaria comprend le CMP et l'HDJ-CATTP.

L'HDJ - CATTP concerne la prise en charge des enfants en journée ou sur plusieurs demi-journées avec des soins polyvalents qui combinent un suivi individuel, un accueil institutionnel et des ateliers thérapeutiques en groupe.

Au sein du CMP sont pratiqués des entretiens avec psychiatres, infirmiers, psychologues ou diététiciens, des activités de groupe, des séances d'éducation thérapeutique du patient et des accompagnements.

Les locaux actuels sont inadaptés au regard d'accessibilité et de sécurité incendie et ne sont pas suffisants pour un accueil adapté des personnes.

Le projet étudié consiste à reloger les activités sur un nouveau site. Le site identifié s'implantera sur des parcelles contiguës, en cours d'acquisition auprès de divers propriétaires, ainsi que sur une partie du site de l'ancien Hôpital Saint-Cyr.

La parcelle comprend un bâtiment identifié comme édifice intéressant à valeur patrimonial qui devra impérativement être réhabilité dans le cadre de la présente opération.

Les autres bâtiments existants sur le site pourront être démolis mais des gabarits et des alignements seront à maintenir. Les édifices d'intérêt patrimonial figurant sur le plan de L'AVAP doivent être préservés, sauf en cas particulier de sinistre, et sinon reconstruit à l'identique. Les surélévations et agrandissements ne dénaturant pas la composition architecturale peuvent être accordés.

Pour les édifices courant à valeur d'ensemble, les règles imposent leur reconstruction pour préserver la forme urbaine. Il s'agit d'éviter les dents creuses.

Il est prévu la réhabilitation du bâtiment d'intérêt patrimonial. Les liaisons avec l'extension feront l'objet d'un traitement particulier permettant une mise en valeur du bâtiment conservé. Le bâtiment courant à valeur d'ensemble sera démolé mais l'extension devra reprendre son emprise au sol et son alignement sur rue



1.4 OBJET DE L'OPERATION

L'opération consiste en la réhabilitation d'un bâtiment à caractère patrimonial d'environ 150 m² SDO et la construction d'une extension d'environ 1 000 m² SDO sur un terrain offrant au total 3 071 m².

L'opération intègre les aménagements extérieurs de la parcelle (parkings, cheminements, jardins, patios...).

CHAPITRE 2 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- ≡ L'acte d'engagement (A.E.) ;
- ≡ Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) valant marché ;
- ≡ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- ≡ Le mémoire méthodologique du titulaire, dans ses dispositions non contraires au présent contrat.

B) Pièces générales

- ≡ Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

CHAPITRE 3 Détails des éléments de missions

Les missions confiées au coordonnateur sont :

Pour la phase conception :

Code	Désignation
C1	Respect des principes généraux de prévention
C2	Rédaction de la déclaration préalable
C3	Rédaction et mise à jour du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
C4	Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

Code	Désignation
C5	Ouverture du registre journal de coordination
C6	Définition des sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protection collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales
C7	Définition des dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
C8	Avis et remarques sur le dossier de consultation des entreprises rédigé par le maître d'œuvre, notamment au regard de l'autorité que le maître d'ouvrage confère au coordonnateur vis à vis des intervenants
C9	Transmission des consignes et des documents au coordonnateur de la phase réalisation
C10	Avis et remarques spécifique sur le dossier de consultation des entreprises Amiante

Pour la phase réalisation :

Code	Désignation
R1	Organisation de la coordination des activités des différentes entreprises présentes sur le chantier
R2	Tenue à jour du registre journal de coordination
R3	Veille de l'application correcte des mesures de coordination préalablement définies et des procédures de travail qui interfèrent
R4	Tenue à jour et adaptation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R5	Tenue à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage
R6	Harmonisation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R7	Communication des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les entreprises titulaires du lot gros œuvre ou du lot principal et par les entreprises ayant à effectuer des travaux présentant des risques particuliers aux autres entreprises intervenant sur le chantier
R8	Participation avant le lancement de la période de préparation de chantier de chaque phase, à une réunion de coordination des travaux de désamiantage.
R9	Analyse du planning d'exécution des travaux mis au point avec les entreprises pendant la période de préparation du chantier avec transmission des observations au maître d'œuvre et copie au maître d'ouvrage
R10	Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitante, afin de préciser les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé pour l'ensemble de l'opération
R11	Présence et intervention sur le chantier aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé notamment pendant les missions de désamiantage
R12	Contrôle de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires en cas de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante
R13	Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel ou à proximité duquel est implanté le chantier
R14	Mise en place et veille de l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
R15	Diffusion aux différents intervenants de toutes les informations et de tous les documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la mission de coordination
R16	Participation aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien
R17	Conseils au maître d'ouvrage quant à la mise en place de coordination de la sécurité et de la protection de la santé relative à des travaux ayant fait l'objet de réserves pendant la période de parfait achèvement
R18	Remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

CHAPITRE 4 Durée et délais d'exécution

4.1 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

A titre indicatif, la durée prévisionnelle du marché est d'environ 42 mois :

- 12 mois pour les études du Moe et la consultation des entreprises
- 18 mois de travaux
- 12 mois de GPA

Un ordre de service précisera la date à laquelle le coordonnateur commencera ses missions.

Par dérogation à l'article 13-1 du CCAG Prestations Intellectuelles, l'intervention du coordonnateur débute à la date fixée par l'ordre de service et s'achève à la levée de la dernière réserve dans le cadre de la réception des travaux et au plus tard 3 mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

4.2 DELAIS D'EXECUTION

Le coordonnateur est tenu d'accomplir les actes relevant de sa mission dans les délais précisés ci-après :

Code	Désignation	Délais	A compter du
C1	Respect des principes généraux de prévention	tout au long de la mission	date figurant dans l'ordre de service
C2	Rédaction de la déclaration préalable avec le maître d'ouvrage	5 jours	date de lancement du chantier
C3	Rédaction et mise à jour du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	8 jours	date de réception du DCE
C4	Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage	30 jours	avant la fin de la période de préparation de chantier
C5	Ouverture du registre journal de coordination	avant la fin de la phase conception	
C6	Définition des sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales	avant la fin de la phase conception	
C7	Définition des dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	avant la fin de la phase conception	
C8	Avis et remarques sur le dossier de consultation des entreprises rédigé par le maître d'œuvre intégré au groupement de conception réalisation, notamment au regard de l'autorité que le maître d'ouvrage confère au coordonnateur vis à vis des intervenants	15 jours	date de remise des documents
C9	Transmission des consignes et des documents au coordonnateur de la phase réalisation	avant la fin de la phase conception	
C10	Avis et remarques spécifique sur le dossier de consultation des entreprises Amiante	15 jours	date de remise des documents
R1	Organisation de la coordination des activités des différentes entreprises présentes sur le chantier	tout au long du chantier	
R2	Tenue à jour du registre journal de coordination	tout au long du chantier	
R3	Veille de l'application correcte des mesures de coordination préalablement définies et des procédures de travail qui interfèrent	tout au long du chantier	
R4	Tenue à jour et adaptation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	tout au long du chantier	

Code	Désignation	Délais	A compter du
R5	Tenue à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage	tout au long du chantier	
R6	Harmonisation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	tout au long du chantier	
R7	Communication des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les entreprises titulaires du lot gros œuvre ou du lot principal et par les entreprises ayant à effectuer des travaux présentant des risques particuliers aux autres entreprises intervenant sur le chantier	tout au long du chantier	
R8	Participation avant le lancement de la période de préparation de chantier, à une réunion de coordination des travaux de désamiantage	2 jours	avant la phase de préparation de chantier
R9	Analyse du planning d'exécution des travaux mis au point avec les entreprises pendant la période de préparation du chantier avec transmission des observations au maître d'œuvre et copie au maître d'ouvrage	30 jours	pendant la phase de préparation du chantier
R10	Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitante, afin de préciser les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé pour l'ensemble de l'opération	2 jours	intervention de chaque entreprise
R11	Présence et intervention sur le chantier aussi souvent que nécessaire et à minima 1 fois toutes les 2 semaines pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	à l'initiative du coordonnateur SPS tout au long du chantier et sur demande expresse 24 h	
R12	Contrôle de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires en cas de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante	tout au long du chantier	
R13	Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel ou à proximité duquel est implanté le chantier	tout au long du chantier	
R14	Mise en place et veille de l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	tout au long du chantier	
R15	Diffusion aux différents intervenants de toutes les informations et de tous les documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la mission de coordination	tout au long du chantier	
R16	Participation aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien	8 jours	convocation par le conducteur d'opération
R17	Conseils au maître d'ouvrage quant à la mise en place de coordination de la sécurité et de la protection de la santé relative à des travaux ayant fait l'objet de réserves pendant la période de parfait achèvement	période de parfait achèvement	
R18	Remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage	30 jours	date de réception des travaux

CHAPITRE 5 - Conditions d'exécution de la mission

5.1 AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent document est soumis au Maître d'Ouvrage.

5.2 MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR SPS

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre le cas échéant.

B - Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant-Projet » et « Elément Projet » ;
- le nom des chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1 du présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Le maître d'ouvrage remet au coordonnateur tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) dès qu'il est établi.

Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

C - Dispositions prises par le Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur :

- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclu, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

Le Maître d'Ouvrage prend également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur :

- de toutes les réunions organisées par le Maître d'Œuvre ou le responsable de l'Ordonnancement-Coordination-Pilotage du Chantier (O.P.C.) auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Il prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, contrôle technique ...) et en particulier :

- les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

5.3 CONDITIONS D'EXECUTION

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de S.P.S. doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R. 4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. Si un suppléant n'a pas été désigné à l'acte d'engagement par le titulaire du marché, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 7 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. Passé ce délai, le remplaçant est réputé accepté par le maître d'ouvrage, sous réserve de l'application des articles R.4532-17 à 19 et R.4532-29 du Code du travail ;
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 32 du C.C.A.G.-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables : sur le chantier.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

CHAPITRE 6 Garanties financières

Sans objet.

CHAPITRE 7 Prix

7.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 VARIATIONS DANS LES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$Cn = 15,00\% + 85,00\% (In\ m-3 / Io\ m-3)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision,
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- In : valeur de l'index de référence au mois n,

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est **l'index ING Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010**.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

7.3 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article 139.1 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics le marché pourra être modifié dans le cas suivant :

- Évolution de la réglementation impactant les missions contractuelles du prestataire
- Prolongation de la mission du CSPS due à la liquidation judiciaire d'une entreprise quand cette prolongation est supérieure à 3 mois.

Dans le cas précité le coordonnateur SPS pourra prétendre au réexamen de sa rémunération en fournissant un devis détaillé au maître d'ouvrage. Après examen et validation de la demande par le maître d'ouvrage, un avenant contractualisera les modifications à apporter au marché.

L'augmentation totale de la rémunération du coordonnateur SPS suite aux cas précités ne pourra excéder 50% du marché initial.

Après examen et validation de la demande par le Maître d'ouvrage, un avenant contractualisera les modifications à apporter au marché.

A la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuées dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. Dans ce cadre, il doit informer immédiatement

le pouvoir adjudicateur, en lui transmettant les justificatifs nécessaires (RIB, Kbis ou équivalent, extrait de parution au Journal Officiel éventuel, PV de décision le cas échéant ...). La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné de justificatifs nécessaires, qui sera notifié au titulaire par ordre de service. Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché.

Toute autre modification non prévue dans le présent article devra faire l'objet d'un avenant

CHAPITRE 8 Avance

Sans objet, le montant du marché est inférieur à 50 000 €.HT.

CHAPITRE 9 Modalités de règlement des comptes

9.1 ACOMPTES ET PAIEMENT PARTIELS DEFINITIFS

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au coordonnateur fera l'objet d'acomptes en fonction des phases d'intervention définies à l'article 3 du présent document.

Pendant la période de réalisation, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 1 mois. Le montant de chaque acompte sera déterminé par le titulaire sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le coordonnateur et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du Code de la Commande Publique.

Un règlement partiel définitif est un règlement non susceptible d'être remis en cause par les parties après son paiement, notamment lors de l'établissement du solde.

Ainsi, l'acompte correspond au montant des sommes dues au coordonnateur pour l'intervalle compris entre deux demandes successives, révisé selon les conditions du contrat.

Pour le versement du solde, le coordonnateur adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

9.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.2 du C.C.A.G.-P.I.

Le système de suivi et de transmission des situations envisagé pour l'ensemble des intervenants de cette opération, sera précisé par l'AMO.

Informations à utiliser pour la facturation électronique sur CHORUS

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 264 702 689 00011

- Adresse de facturation :

CHD LA CANDELIE

Direction des Ressources Matérielles

Service Achat

47916 AGEN CEDEX 09

- Comptable assignataire :

Monsieur Le Trésorier des Etablissements Hospitaliers

Cité administrative Lacuée Bâtiment B

Rue Renée Bonnat

47921 AGEN CEDEX 9

- Code Finess : 470000381
- Code CHORUS/service : E3

9.3 DELAI DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation

CHAPITRE 10 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG Prestations Intellectuelles :

- Pénalités pour retard dans la remise des documents prévus au CCP ou demandés par la maîtrise d'ouvrage ou le conducteur d'opération : 150 €.
- Pénalités pour absence aux réunions : 150 € par absence.
- Pénalité pour non-respect des fréquences de passage (moyenne établie sur les 2 dernières semaines complètes) : 200€ par visite non réalisé indépendamment du non-paiement des prestations non réalisées.

CHAPITRE 11 - Vérification et réception

11.1 MODALITES D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS

Aucune stipulation particulière.

11.2 CONDITIONS DE VERIFICATION ET DE RECEPTION DES ELEMENTS DE MISSION

A l'issue des opérations de vérification, le maître d'ouvrage prend, dans le délai de 2 mois, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si le maître d'ouvrage du marché ne notifie pas sa décision dans le délai de 2 mois, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

11.2.1 Réception

Le maître d'ouvrage prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au titulaire.

En cas de réception tacite, la date d'effet est l'expiration du délai de 2 mois.

11.2.2 Ajournement

Le maître d'ouvrage, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au maître d'ouvrage, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le maître d'ouvrage a le choix de

prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence du maître d'ouvrage au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le maître d'ouvrage dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du maître d'ouvrage, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision d'ajournement pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, ces fournitures peuvent être évacuées ou détruites par le maître d'ouvrage, aux frais du titulaire.

11.2.3 Réfaction

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le maître d'ouvrage dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

11.2.4 Rejet

Lorsque le maître d'ouvrage estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le maître d'ouvrage, aux frais du titulaire.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par le maître d'ouvrage, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, le maître d'ouvrage ne peut prendre une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet :

- ≡ si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le maître d'ouvrage des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserves faites des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- ≡ et que le maître d'ouvrage a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et a notifié sa décision au titulaire.

11.2.5 Achèvement de la prestation

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

11.3 ACHEVEMENT DE LA PRESTATION

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 27 du C.C.A.G.-PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE 12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du Maître d'Ouvrage. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

La présente clause a pour objet d'organiser la cession par le titulaire du marché de ses droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats, nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les Résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette clause les termes suivants sont entendus comme suit :

- Les « Résultats » désignent ce qui est élaboré dans le cadre du marché, c'est-à-dire tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du présent marché, tels que notamment les œuvres, les bases de données, les données et les informations, les maquettes, les plans, les études, les productions, les esquisses, les livrables, les rapports, les synthèses, les documents, les photographies, les images, les visuels, les diagnostics et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

Les « Connaissances antérieures » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit, les bases de données, les marques, les noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

- Les connaissances antérieures de l'acheteur sont tous les documents de conception et d'exécution (établis par les concepteurs et les constructeurs) sur lesquels le titulaire devra établir ses rapports et avis, conformément au cahier des charges communiquées. Cette liste pourra être actualisée en cours d'exécution du marché par l'acheteur par ordre de service.
- Les connaissances antérieures du titulaire (standards ou non) intégrées dans les Résultats ou fournies dans le cadre de l'exécution du marché devront être listées dans son offre.

Les droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats et aux Connaissances antérieures, objets du marché sont répartis entre le Titulaire du marché et l'acheteur conformément aux dispositions du Chapitre 6 du CCAG-PI en vigueur (arrêté du 30 mars 2021, publié le 1er avril 2021), devenant donc un document contractuel, précisé et amendé notamment comme suit :

1 : Régime des droits cédés :

Conformément au CCAG-PI, le titulaire cède à l'acheteur, les droits listés à l'article 35 et les droits qui sont nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

En complément de ces dispositions, le titulaire autorise l'acheteur à sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats et des connaissances antérieures (standards ou non) pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

Dès lors que les Résultats comprennent un des éléments listés à l'article 35-2 (résultat identitaire, résultat promotionnel ou confidentiel), le titulaire s'engage à ne pas céder les droits afférents à ces Résultats à des tiers et s'interdit d'exploiter les résultats pour ses propres besoins.

Les droits afférents aux résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement. Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de l'acheteur.

L'acheteur interdit au titulaire d'utiliser et publier les résultats comprenant les connaissances antérieures mises à disposition par l'acheteur.

2. Droits moraux :

L'exercice des droits patrimoniaux, objet de la cession pour les besoins découlant de l'objet du marché, doit se faire dans le respect des droits moraux de l'auteur. Dès lors que cela est techniquement possible, l'acheteur s'engage à apposer directement sur les reproductions et les représentations des œuvres de l'esprit, comprises dans les Résultats, le nom de l'auteur. À cette fin, le titulaire doit préciser à l'acheteur les mentions qu'il souhaite voir apparaître

CHAPITRE 13 - Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 36 à 42 inclus du C.C.A.G.- Prestations Intellectuelles.

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du coordonnateur portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité. De même, la décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 13 emporte résiliation du marché sans indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.1 RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnité au titre de cette résiliation.

13.2 DIFFICULTE D'EXECUTION DU MARCHE

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

13.3 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque phase d'intervention du coordonnateur définie ci après :

- ≡ à l'issue de l'établissement de l'APS,
- ≡ à l'issue de l'établissement de l'APD,
- ≡ à l'issue de l'établissement du PRO,
- ≡ à l'issue de la consultation des entreprises.

L'arrêt de l'exécution des prestations donne lieu à la résiliation du marché sans indemnisation du titulaire.

13.4 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- c) Le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai d'un mois, ou de récusation de celui-ci dans un délai d'un mois ;
- d) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il n'a pas respecté les obligations légales relatives aux sous-traitants;

- e) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance ;
- f) Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- g) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications de réalisation du contrat et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- h) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- i) L'utilisation des résultats par le pouvoir adjudicateur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
- j) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- k) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts.
- l) En cas de non renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du coordonnateur portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.
- m) D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis au maître d'ouvrage.

Une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

CHAPITRE 14 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

CHAPITRE 15 - Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

CHAPITRE 16 Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 4.1 déroge à l'article 13.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

L'article 5.3 déroge à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

L'article 10 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles